

# LA RUPTURE

## Changer le Système Construire l'Avenir



Programme Gouvernemental de l'Alliance Nationale

Octobre 2019



## LA RUPTURE

# Changer le Système Construire l'Avenir

- **Redynamiser l'Économie**
- **Réduire les Inégalités**
- **Assurer la Méritocratie**
- **Promouvoir la Paix Sociale**
- **Sauvegarder l'Environnement**

### SYSTÈME ECONOMIQUE

- Redéfinir notre modèle de développement,
- Revoir la concentration économique.

### SYSTÈME DE GOUVERNANCE

- Changer le fonctionnement de la démocratie, la façon de gouverner,
- Promouvoir une participation élargie aux prises de décision.

### SYSTÈME D'ÉDUCATION

- Revoir le contenu du cursus académique à tous les niveaux,
- Préparer les jeunes générations à être des global citizens en proposant des Global benchmarks pour notre système d'éducation.

### SYSTÈME DE JUSTICE

- Faciliter l'accès à la justice pour tous,
- Réduire les coûts et les délais.



MESSAGE DU

## Dr Navinchandra Ramgoolam

L'île Maurice se trouve à un tournant de son histoire. Ces dernières années, le pays a connu un recul sur le plan du fonctionnement de nos institutions. Cette régression a aussi ébranlé l'intégrité, la méritocratie et la transparence du processus décisionnel aux plus hautes instances de l'État.

Dans les jours qui suivent, le peuple mauricien aura la possibilité de barrer la route, une fois pour toutes, à la corruption, au népotisme, à la perversion de nos institutions et au détournement des fonds publics.

L' Alliance Nationale a comme objectif de libérer notre pays du joug du clanisme et de la corruption pour remettre le pays sur la voie de la démocratie et de l'égalité des chances.

Cinquante ans après l'indépendance, le pays se doit de rompre avec un système, qui a certes permis l'épanouissement des jeunes, des femmes, des aînés et de tout un chacun, mais qui aujourd'hui démontre ses limites. Ce processus de rupture doit se faire dans le respect des normes démocratiques, des standards environnementaux et des exigences de la nouvelle économie numérique tout en respectant le cadre d'une justice sociale.

J'invite les Mauriciennes et les Mauriciens à soutenir l'Alliance Nationale qui présente un programme résolument tourné vers l'avenir et axé autour du bien-être commun de tous les citoyens.

DR. NAVINCHANDRA RAMGOOLAM



MESSAGE DE  
**Xavier-Luc  
Duval**



Votez le programme.

Tous nos candidats s'engagent, une fois députés et ministres à appliquer la totalité des mesures présentées au public pendant cette campagne. Ce sera une question d'honneur.

La République de Maurice a besoin d'un nouveau souffle, avec des actions courageuses et innovatrices, pour rétablir la justice sociale et faire avancer notre démocratie, tout en aidant nos jeunes et nos entrepreneurs à réussir.

La croissance économique sera au centre de tous nos efforts et nous serons à l'écoute de chaque secteur pour mettre en pratique les mesures appropriées pour qu'ils puissent s'épanouir. Toutes les mesures proposées ont été évaluées quant à leur impact social et économique, ainsi que leur soutenabilité par rapport aux contraintes fiscales de l'Etat.

Je vous demande tous, électeurs-électrices de soutenir massivement ce programme gouvernemental, qui, je suis convaincu, amènera notre pays et tous nos citoyens vers une prospérité inégalée.

XAVIER-LUC DUVAL

# Table des matières

## 1.0 UN NOUVEAU PROJET ÉCONOMIQUE

- 09 1.1 Rehausser le niveau de vie et le pouvoir d'achat
- 10 1.2 Création d'emplois
- 11 1.3 Réduire les inégalités dans notre société
- 12 1.4 Innovation et économie numérique
- 13 1.5 PME et Start-ups
- 13 1.6 Rationaliser le régime fiscal et réduire la dette publique
- 14 1.7 Secteur manufacturier et industrie 4.0
- 15 1.8 Agriculture et agro-industrie
- 18 1.9 Industrie cannière et petits planteurs
- 19 1.10 Ocean Economy
- 20 1.11 Aquaculture
- 21 1.12 Biotechnologie et pharmaceutique
- 22 1.13 Services financiers

## 2.0 ÉCOLOGIE ET ÉCONOMIE VERTE

- 24 2.1 Energies renouvelables
- 25 2.2 Energy Saving
- 26 2.3 Recyclage des déchets
- 26 2.4 Développement durable

## 3.0 UN NOUVEAU MODÈLE DÉMOCRATIQUE

- 28 3.1 Moderniser le régime constitutionnel
- 30 3.2 Les institutions
- 31 3.3 Le système judiciaire
- 32 3.4 Intégrité, transparence et accountability
- 33 3.5 Une démocratie participative
- 36 3.6 Intégrité territoriale

## **4.0 UN NOUVEL AVENIR**

- 36 4.1 Les jeunes
- 37 4.2 Consolider l'Unité Nationale
- 38 4.3 Éducation

## **5.0 UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ**

- 40 5.1 Les femmes
- 42 5.2 Les aînés
- 43 5.3 Solidarité nationale
- 43 5.4 La famille
- 43 5.5 Animal welfare

## **6.0 VIVRE MIEUX**

- 46 6.1 Santé
- 48 6.2 Law and Order
- 50 6.3 L'eau pour tous
- 51 6.4 Transport public et sécurité routière
- 54 6.5 Secteur public
- 55 6.6 Logement
- 56 6.7 Sports
- 58 6.8 Culture et loisirs

## **7.0 RELATIONS INTERNATIONALES**

# 1.0 UN NOUVEAU PROJET ÉCONOMIQUE

## Développement équitable et création d'emplois

Quelle Île Maurice voulons-nous léguer à nos enfants? Un pays où chacun peut prendre l'initiative, développer ses idées et en faire un projet, et cela quel que soit son origine, sa condition et son parcours professionnel. Une Île Maurice qui réveille en nous la force de construire et la détermination de réussir.

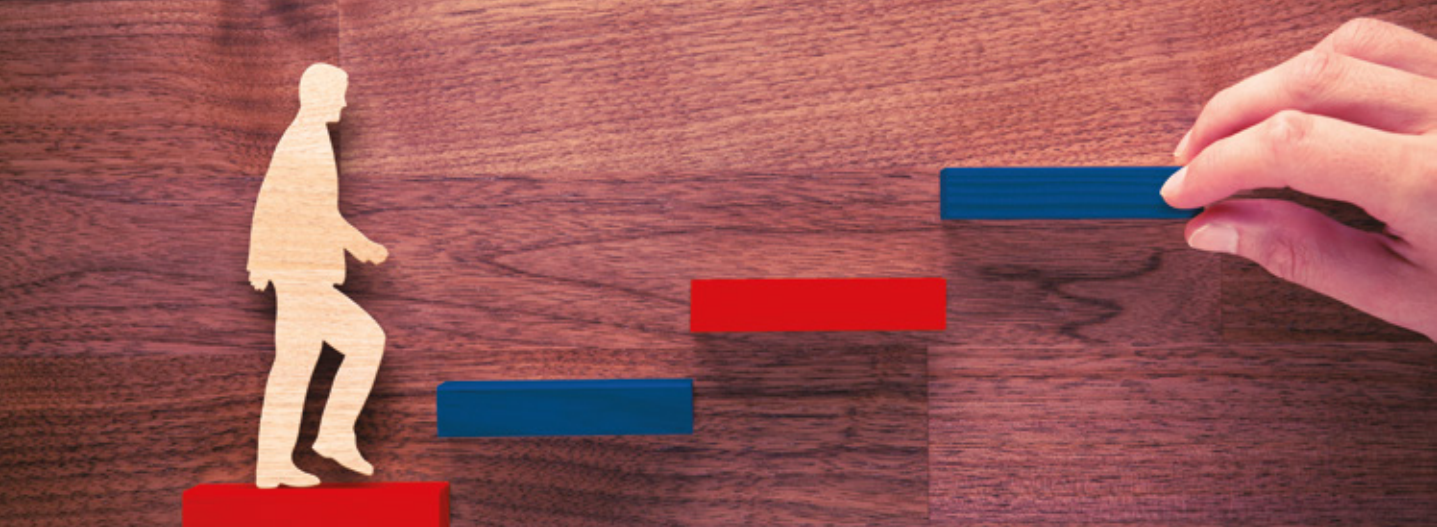
Ce potentiel existe: il se trouve dans la croissance de chaque pilier existant de notre économie ainsi que le développement d'autres piliers. Mais le développement économique doit être le fruit d'un travail collectif réunissant tous les acteurs économiques et sociaux de notre pays. L'écologie, le développement durable et la justice sociale seront au centre de notre projet économique.

Malgré la détermination de beaucoup d'entrepreneurs, le fait demeure qu'ils font face à des blocages à plusieurs niveaux. Notre projet consiste à desserrer les principaux freins à leur croissance, afin de libérer leur capacité d'emploi et d'innovation. La technologie et l'innovation seront au centre de notre projet pour une Île Maurice que nous voulons léguer à nos enfants.

### Les principaux axes de notre projet économique sont :

- Rehausser le niveau de vie et le pouvoir d'achat de tous,
- Favoriser la création d'emplois, surtout pour les jeunes et les femmes,
- Faire de Maurice un centre d'excellence de l'innovation numérique pour la région,
- Soutien plus juste et plus efficace aux pme et microentreprises,
- Rééquilibrer les finances publiques et ramener la dette publique aux normes internationales,
- Relancer l'investissement et redynamiser l'économie,
- Développer d'autres piliers économiques,
- Réduire l'écart entre les riches et les pauvres à travers une stratégie globale visant à diminuer les inégalités,
- Privilégier le développement inclusif dans un cadre soutenable.





## 1.1 Rehausser le niveau de vie et le pouvoir d'achat

Etant donné notre dépendance sur les produits importés et la dépréciation de la roupie, le prix des produits alimentaires de base a considérablement augmenté ces dernières années. Il n'y a pas eu d'augmentation correspondante de revenus et le pouvoir d'achat des Mauriciens a sensiblement baissé et en particulier pour les jeunes, les retraités et les personnes vulnérables.

### — Nos Engagements

- Nous enlèverons la VAT sur les produits alimentaires, les produits d'hygiène féminins, et de baby-care ainsi que les produits de mobilité pour les personnes âgées et autrement capables.
- Application judicieuse de la politique monétaire afin de contrôler l'inflation.
- Nous mettrons en place un « Monopolies and Mergers Commission » afin de stimuler la compétition et d'empêcher les abus liés aux concentrations du capital.
- Nous proposerons une approche intégrée de la régulation des marchés afin de mieux protéger les intérêts des consommateurs. La Competition Commission et la Consumer Protection Division seront fusionnées et pourront ainsi avoir une vue globale des questions liées aux consommateurs.
- Nous baisserons par 25 % le prix de l'électricité pour usage domestique et pour les PME dès décembre 2019.
- Nous baisserons le prix du gaz ménager par 28 %. La bonbonne passera donc de Rs 210 à Rs 150, dès décembre 2019.

## 1.2 Création d'emploi

### Le Constat

Le taux de chômage chez les jeunes est à un niveau alarmant et la situation n'a fait qu'empirer durant les 5 dernières années.

La proportion des femmes dans le monde du travail demeure à un chiffre très bas de 45.5% seulement.

### Nos Objectifs Prioritaires

- Création d'emplois en priorité pour les jeunes et les femmes.
- Notre action prioritaire sur le plan économique sera d'établir un état des lieux dès notre entrée en fonction et d'annoncer dans les trois mois qui suivent un grand projet de réformes qui nous permette d'atteindre ces objectifs.

### Nos Engagements

- Adoption de mesures incitatives pour que les employeurs organisent des heures de travail plus flexibles, en particulier pour les femmes. En outre, le travail à temps partiel, ainsi que le travail à domicile seront encouragés.
- Revoir la loi afin de renforcer la protection d'emploi contre les licenciements abusifs et aussi améliorer les conditions sanitaires et sécuritaires au travail.
- Création de Job Centres dans le réseau des bureaux de travail existants. Les Job Centres disposeront d'une banque de données de toutes les offres d'emploi disponibles et pourront conseiller les demandeurs d'emploi. Ils organiseront des Job Fairs pour faciliter des échanges entre employeurs et demandeurs d'emploi.
- Nous accorderons des subventions allant jusqu'à Rs 15 000 par mois pour payer 50% des salaires du premier emploi des jeunes chômeurs âgés de 18 à 25 ans pendant 18 mois.

## 1.3 Réduire les inégalités dans notre société

### — Le Constat

Un récent rapport de la Banque Mondiale indique qu'entre 2001 et 2015, l'écart de revenus entre riches et pauvres a augmenté de 37%.

Selon ce rapport, l'index de la parité femme-homme au niveau des salaires est inquiétante car les femmes sont globalement rémunérées 30% de moins que les hommes.

### — Nos Objectifs Prioritaires

- Réduire les inégalités de salaires entre les femmes et les hommes - "Equal pay for equal work"
- Réduire l'écart de revenus entre les riches et les pauvres.

### — Nos Engagements

- Augmentation du salaire minimum à Rs 10,000 à partir de décembre 2019.
- Nous supprimerons les taxes municipales pour les résidences.
- Revenir à l'ancien système de CSR qui était plus juste et qui permettait de mieux combattre la pauvreté.
- Nous nous engageons à organiser le remboursement intégral des victimes du Super Cash Back Gold après le démantèlement du groupe BAI.

## 1.4 Innovation et économie numérique

### Le Constat

La productivité à Maurice n'a pas progressé au cours des dernières années. Plusieurs secteurs ont perdu de leur compétitivité.

### Nos Objectifs Prioritaires

- Notre mission est de faire de l'île Maurice un HUB d'innovation numérique d'ici 2025 en concluant des partenariats avec des pays émergents d'Afrique et d'Asie.
- Promouvoir l'image de Maurice comme un centre d'innovation numérique d'excellence.
- Faire du numérique une composante essentielle dans tous les secteurs de l'économie et dans le quotidien des citoyens.

### Nos Engagements

- Afin que toute la population puisse accéder à l'internet, nous allons réduire le prix d'internet pour les abonnés individuels.
- L'Intelligence Artificielle sera un pivot de notre stratégie numérique.
- Les investissements dans le domaine de l'innovation, de la recherche et du développement bénéficieront d'un régime fiscal favorable.
- Augmenter le financement des institutions académiques afin de promouvoir la Recherche Numérique.
- Aligner les programmes d'enseignements afin de promouvoir l'Intelligence Artificielle (AI), le Big Data, la Fintech et s'assurer que nos étudiants soient en mesure de s'adapter aux nouveaux axes de développement.
- Pour le secteur de l'externalisation (BPO), nous proposerons l'introduction d'un Validation of Acquired Expérience (VAE - validation of prior learning) qui permettra aux employés de ce secteur de convertir leur expérience en un diplôme qui est reconnu mondialement. Le projet VAE a l'ambition de revaloriser les employés du secteur BPO. Ce diplôme permettra à l'employé de poursuivre des études menant à un "BSC in Business Process Outsourcing".

## 1.5 PME et Start-ups

### — Le Constat

Les PME ont un rôle pivot dans l'économie pour la création d'emplois et agissent comme moteur de l'innovation.

### — Nos Engagements

- Nous accorderons un soutien plus juste et plus efficace aux micro-entreprises et les banques seront appelées à accroître le financement accordé aux PME et aux micro-entreprises.
- Nous créerons de nombreux incubateurs spécialisés par métiers pour les PME et jeunes entrepreneurs afin d'encourager la création de start-ups.
- Nous mettrons en oeuvre les mesures nécessaires pour offrir les incitations aux PME.
- Les entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à Rs 25 millions ne feront l'objet des enquêtes de la MRA que dans des circonstances exceptionnelles telles que suspicion de fraude ou d'évasion fiscale prévues par la loi.
- Revoir le "Business Facilitation Act" afin de faciliter le développement des entreprises, et en particulier les PME et les entreprises familiales.
- Les vérifications de la MRA se limiteront aux chiffres d'affaires de l'année précédente au lieu de ceux des trois précédentes années, sauf dans les cas suspectés de fraude ou de trafic de drogue.

## 1.6 Rationaliser le régime fiscal et réduire la dette publique

Nous adopterons un « Fiscal Responsibility Act » afin d'assurer une bonne gestion financière de l'Etat et pour prévenir des pratiques irresponsables.

Nous adopterons des mesures concrètes dans les six mois qui suivent l'arrivée du nouveau gouvernement afin de réduire les gaspillages de l'Etat et son train de vie.

Nous entreprendrons entre autres la révision de la mise à disposition de grosses berlines et d'autres privilèges accordés aux ministres et aux élus.

Nous renforcerons le rôle des parlementaires concernant le contrôle des dépenses publiques.

## 1.7 Secteur manufacturier et industrie 4.0

### Le Constat

Le développement du secteur manufacturier passe par l'innovation et une productivité sans cesse améliorée. L'industrie 4.0, ou la quatrième révolution industrielle se caractérise par la numérisation de la chaîne de valeur de l'entreprise.

Depuis l'arrivée du numérique, les entreprises connaissent de véritables changements qui ont des conséquences considérables sur leur compétitivité, leurs investissements et le développement des compétences du personnel.

Considérant que la transformation est déjà en marche dans plusieurs pays, il est impératif que nos entreprises manufacturières ainsi que nos PME prennent le virage numérique industrie 4.0 afin de redynamiser ce secteur.

Industrie 4.0 est à la portée de toute entreprise voulant se doter d'un système de fabrication qui lui permettra de produire même à petit volume pour répondre aux besoins de la clientèle.

### Nos Engagements

- Nous allons nous atteler à créer les conditions nécessaires pour encourager les entreprises existantes à se lancer de plain-pied dans cette nouvelle ère d'industrialisation.
- En même temps, nous adopterons une stratégie concrète pour attirer des investissements directs étrangers (FDI) dans le secteur manufacturier qui a un avenir prometteur.
- Nous travaillerons avec les opérateurs afin de trouver la bonne formule pour se lancer dans la fabrication des vêtements et des produits à la fois respectueux de l'environnement et des conditions de travail.
- Nous réduirons le coût pour les opérateurs du fret aérien qui est devenu un composant déterminant dans l'émergence d'une nouvelle ère d'industrialisation.
- Afin de mieux protéger les employés, nous réviserons la loi sur les faillites et le préavis légal en cas de licenciement.

## 1.8 Agriculture et agro-industrie

### — Le Constat

L'industrie cannière a vécu ses jours les plus sombres au cours de ces derniers quatre ans et demi, principalement en raison d'un manque cruel de vision et de mauvaise gestion à différents niveaux.

- Plus de 8,000 petits planteurs ont délaissé leurs activités.
- Plus de 5,000 hectares de terres sous cannes ont été abandonnés.

### — Nos Objectifs Prioritaires

- Restaurer les valeurs historiques de ce secteur et la fierté de tous ses acteurs, soit les petits planteurs, travailleurs agricoles et les artisans.
- Restructurer notre industrie locale de la canne à sucre avec une utilisation plus efficiente des ressources disponibles.
- Revoir le système de paiements pour une meilleure distribution des gains de la biomasse produite.

### — Nos Engagements

- Une diversification avec l'accent sur les sucres spéciaux, la production de la canne sucre bio (sucre-bio ou rhum-bio) et d'autres produits à valeur ajoutée, tout en mettant d'avantage l'accent sur la production énergétique et en améliorant l'efficience à tous les niveaux.
- Paiement d'un minimum de Rs 2,500 par tonne de cannes aux petits planteurs à partir de 2020.
- Les zones avec une faible production de cannes à sucre seront converties à la production de biomasse pour la bioélectricité ou le biodiesel.
- Les coûts de la coupe, de chargement et de transport de la canne à sucre seront réduits à travers la mise en place des structures d'organisation permettant une meilleure économie d'échelle.
- La VAT de 15% sur les herbicides imposés à partir de 2015 sera supprimée et un soutien financier amélioré pour les programmes de replantation sera proposé.
- Le rôle et les activités de l'organisme de réglementation (MCIA) et des autres institutions de soutien, y compris le MSS, seront redéfinis pour les rendre plus efficaces.
- Le gouvernement veillera à ce que les conditions de services des travailleurs agricoles et des artisans soient respectées.
- Nous faciliterons la mise en oeuvre d'un nouveau projet VRS pour les laboureurs et les artisans.

## 1.8 Agriculture et agro-industrie

### I. Recherche agricole

- Renforcer le lien entre l'offre et la demande, en matière de recherche et de formation.
- Réorganiser les instances existantes tels que l'AREU, FARC, MCIA ainsi qu'une meilleure communication des "schemes" disponibles aux agriculteurs.

### II. Apport mécanique/technologique

- Adopter les mesures nécessaires pour aider le secteur agricole à s'adapter aux nouvelles tendances et technologies, ainsi qu'à mieux utiliser les ressources, à devenir plus profitable et à se préparer aux nouveaux défis :
- Faciliter l'accès aux équipements agricoles dans toute la chaîne de valeur agroalimentaire.
- Aménager des terres pour une mécanisation agricole durable dans les pôles de production agricole.
- Introduire un système de suivi-évaluation en mécanisation agricole.

### III. Conseil sur la gestion financière, la transformation et la commercialisation des produits agricoles et la gestion des risques dans l'agriculture

- Améliorer le système de conseil agricole et programmes de sensibilisation et de formation pour réduire le fossé entre la connaissance et la pratique.
- Mettre en place des dispositifs d'aides pour l'installation des jeunes agriculteurs.
- Favoriser la création de valeur ajoutée aux produits locaux à travers la différenciation des produits et la commercialisation de ces produits pour améliorer la viabilité des exploitations agricoles.
- Encourager une meilleure gestion des risques notamment à travers des dispositifs d'assurance pour les agriculteurs.



## **IV. Soutien du gouvernement**

- Restaurer, préserver et renforcer l'écosystème lié à l'agriculture.
- Remettre en état les terres sous culture en cas de ou après les dégâts causés par un évènement climatique.
- Inciter une bonne gestion des ressources pour une utilisation durable de la diversité biologique dans tous les secteurs agricoles.
- Créer des activités et des emplois dans les secteurs à forte valeur ajoutée notamment la transformation et commercialisation des produits agricoles pour promouvoir l'inclusion sociale et le développement économique.
- Faciliter la création de Regional Warehouses qui permettront aux agriculteurs de conserver leurs produits dans des conditions et à des températures appropriées, ce qui facilitera la distribution et sera bénéfique tant aux producteurs qu'aux agriculteurs.
- Prendre les dispositions nécessaires pour que des prêts agricoles soient disponibles pour les planteurs et qui seront remboursables sur une période de 5 ans à un taux d'intérêt faible.
- Accorder des exemptions fiscales aux producteurs de fruits qui vendent leurs produits sur les marchés local et étranger.
- Faciliter la création structurée et encadrée pour les planteurs pour une organisation plus économique.

## **V. Droits de conversion**

- Droit de conversion de 25% des terres agricoles à des fins résidentiel et commercial aux petits planteurs propriétaires d'un terrain agricole, sans frais de conversion. Ceci permettra aux petits planteurs de revaloriser leur patrimoine.

## 1.9 Industrie cannière et petits planteurs

- Droit à l'actionnariat pour les petits planteurs et travailleurs dans les entreprises de production d'électricité, d'éthanol, de la mélasse et dans les autres filières de l'industrie cannière.
- Revision de la formule du Bagasse Transfer Price afin que les petits planteurs soient rémunérés au même titre que les gros planteurs.
- Le coût des semences hybrides importées sera subventionné à hauteur de 35%.
- Des laboratoires mobiles d'identification des maladies et des ravageurs seront mis à proximité des zones d'exploitations importantes.
- Quatre abattoirs régionaux pour les petits éleveurs de volailles seront construits.
- Des installations pour des services vétérinaires mobiles permettant d'intervenir rapidement.
- Le concept " Village laitier " sera réactivé pour les jeunes agriculteurs formés avec des installations modernes et une garantie pour la vente, le stockage et la transformation de leurs produits. Des pâturages seront développés sur des terres de cannes à sucre abandonnées.
- Afin d'améliorer la production de la viande porcine, des mesures d'incitation seront prévues pour l'installation de nouvelles fermes.
- L'abattage de bovins et de porcs ne sera plus effectué sur le même site , une nouvelle usine d'abattage de porcs sera dotée de normes internationales.
- Les éleveurs de cabris et moutons bénéficieront de terres abandonnées de la production de cannes à sucre dans les basses altitudes.
- Soutien aux éleveurs afin qu'ils aient une juste rémunération pour leurs efforts et des facilités pour l'achat d'équipements en vue de moderniser leurs activités.
- Le label "Bio-Farming" pour la production avicole à Rodrigues pour l'exportation vers l'île Maurice, sera promu avec la mise en place d'une éclosierie moderne, ainsi qu'un abattoir à Rodrigues.
- Nous augmenterons l'allocation de mauvais temps versée aux pêcheurs à Rs 500 par jour dès 2020.

## 1.10 Ocean Economy

### **"Transitioning from a 'Small Island Developing State (SIDS)' to a Large Ocean State (LOS) "**

En 2012, le gouvernement annonça dans son discours programme 2012-2015 son intention de faire de l'Ocean Economy un nouveau fer de lance de l'économie mauricienne.

Un dialogue national sur l'Ocean Economy fut organisé en juillet 2013 et un "Roadmap on the Ocean Economy" publié en décembre 2013. Le gouvernement nomma un Task Force chargé de l'application des propositions:

Ce Roadmap fut mis au rancart par le gouvernement élu en 2014.

Nous reprendrons nos initiatives concernant l'Ocean Economy et nos principaux objectifs seront de:

- (i) Protéger et conserver l'océan
- (ii) Adopter une vision globale de toutes les activités onshore et offshore liées à l'espace océanique.
- (iii) Prévoir le cadre légal et règlementaire ainsi que le régime fiscal approprié pour ces activités.
- (iv) Faire de l'Ocean Economy un des principaux piliers de notre économie.

## 1.11 Aquaculture

### Le Constat

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture à Maurice est un secteur prometteur mais le développement de l'aquaculture a favorisé la présence d'un grand nombre de requins dans nos lagons.

L'île Maurice compte sur son secteur touristique avec ses plages et ses lagons comme ses principales attractions touristiques. Par conséquent, en transformant cette source de revenus en zones d'appât pour les requins, Maurice mettra en péril toute son économie.

### Nos Objectifs Prioritaires

- L'aquaculture en soi peut contribuer certainement à stimuler l'économie mauricienne, mais nous devons rester vigilants quant aux effets secondaires qu'elle pourrait entraîner.

### Nos Engagements

- Les fermes d'aquaculture, actuellement en opération, seront stoppées dans les plus brefs délais afin de permettre une évaluation complète de tous les risques associés à cette activité.
- L'utilisation de technologies innovantes et l'élevage d'autres espèces n'attirant pas les requins serait favorisée.
- L'aquaculture utilisant l'eau de mer, mais à l'intérieur des terres pourrait être une solution au problème des requins, ceci peut être fait non loin des plages inutilisées où la baignade est interdite.
- La législation sur l'aquaculture sera révisée, notamment en ce qui concerne les cages flottantes, pour le bien-être de tous les Mauriciens.

## 1.12 Biotechnologie et pharmaceutique

### — Le Constat

Un des atouts majeurs de notre pays est la compétence de sa population.

Ces talents ne sont pas suffisamment utilisés pour des industries de pointe alors que la diversification de notre base économique est indispensable.

### — Nos Objectifs Prioritaires

- Faciliter la mise en place de centres de recherche dans les secteurs tels que la biotechnologie et la pharmaceutique dans le pays.

### — Nos Engagements

- Créer le cadre légal, régulateur et incitatif nécessaire pour le développement de Maurice comme centre de Recherche et Développement.
- Prendre les mesures nécessaires pour que l'enseignement des sciences à tous les niveaux, primaire, secondaire et tertiaire soient renforcés et que les meilleures facilités soient disponibles dans nos établissements pour l'étude des sciences.
- Promouvoir le 'Green Finance'.

## 1.13 Services financiers

### Le Constat

Le secteur des services financiers contribue presque à hauteur de 15% de notre PIB.

Ce secteur comprend les services disponibles sur le plan interne mais aussi ceux fournis aux investisseurs qui structurent leurs "global Investments" à travers Maurice.

Le secteur du global business a subi des contre-coups majeurs au cours de ces dernières années avec le recul sur le plan des traités mais aussi les pressions des instances internationales.

Par ailleurs les avancées technologiques transforment l'ensemble des services financiers.

Nous devons donc repenser notre business model pour ce secteur et apporter les changements nécessaires au cadre légal et régulateur, la formation et le marketing afin que nous soyons prêts pour le nouveau paysage qui s'annonce.

### Nos objectifs prioritaires

- Le pays dispose de jeunes professionnels très qualifiés qui seront en mesure d'être le moteur de la transformation de notre secteur des services financiers jusqu'ici principalement axé sur les incitations fiscales. Ce modèle a fait son temps et notre centre financier doit se réinventer.

### Nos Engagements

- La technologie et l'innovation seront au centre de notre projet de développement du secteur financier.
- L'écosystème de la finance mondiale a évolué d'une manière très rapide durant ces dernières années. Notre centre financier doit être prêt pour le Fintech et faire de notre centre financier un Digital Transaction Platform.
- Promotion de la microfinance, blockchain, crowdfunding, eBanking et eInsurance.
- Utiliser les compétences de nos professionnels pour offrir des high skilled valued added products.
- Promouvoir l'utilisation de la technologie pour accélérer le développement du secteur des enregistrements des yachts et des jets privés sous pavillon mauricien.
- Revoir le Securities Act et redynamiser les marchés des capitaux et le Corporate Bond Market .
- Revoir le Securities Takeover Rules 2010 afin de favoriser le dual listing des sociétés africaines à Maurice



## 2.0 ÉCOLOGIE ET ÉCONOMIE VERTE

Nous redémarrerons notre projet de société, Maurice-Île Durable avec les 5 axes cruciaux que sont l'énergie, l'environnement, l'économie, l'éducation et l'équité, afin de s'assurer d'un développement pérenne pour notre génération et celles à venir.

### 2.1 Énergies renouvelables

#### Nos Engagements

- Tous les bâtiments publics, sauf contraintes techniques et/ou logistiques, seront pourvus de panneaux solaires.
- Les nouveaux espaces commerciaux et industriels seront tenus, sauf contraintes techniques et/ou logistiques, de s'équiper de panneaux solaires afin de décroître leur consommation d'électricité.
- Décentralisation de la production d'énergie émanant de l'industrie cannière au bénéfice des petits planteurs.
- Des consultations seront engagées pour trouver un consensus sur le 'Waste to Energy Project' pour qu'il y ait un recyclage efficace des déchets pour la production d'électricité.
- Le programme de fermes éoliennes et solaires sera réintroduit après une consultation avec des experts et les forces vives

***" Nous déclarerons la guerre contre la pollution en recyclant plus que ce que nous produisons et en interdisant les plastiques à usage unique. "***





## 2.2 Energy Saving

### — Nos Engagements

- Suppression des taxes douanières sur les véhicules électriques.
- Réduction de moitié des taxes douanières sur les véhicules hybrides à 12.5%.
- Un programme de décarbonisation de notre flotte d'autobus sera envisagé avec l'apport des bus électriques à faibles émissions.
- Suppression de la TVA sur les ampoules à basse consommation.
- Introduction des 'Smart Meters' dans chaque foyer pour une visibilité instantanée sur la consommation d'énergie et ainsi encourager une utilisation énergétique responsable.
- Introduction d'un 'Energy Rating' sur les appareils électroménagers afin de responsabiliser les consommateurs dans leurs achats.
- Nous changerons les 'Building Regulations' afin de s'assurer que les nouveaux bâtiments et maisons soient construits avec un système de ventilation adéquat qui minimisera de ce fait l'utilisation des climatiseurs.

## 2.3 Le recyclage des déchets

### Nos Engagements

- Les maisons, les bureaux et les lieux publics seront équipés de poubelles de recyclage.
- Le système de la collecte des poubelles sera complètement revu.
- Mise sur pied des centres de recyclage pour un traitement efficace des déchets domestiques et aussi des déchets industriels tels que les métaux, produits électroménagers et batteries.

## 2.4 Le développement durable

### Nos Engagements

- Consultations nationales afin de renforcer le Climate Preparedness de la nation en vue des effets prévisibles du changement climatique. Cela sera une des priorités de notre gouvernement.
- Le concours actif et continu des ONG sera sollicité pour restaurer et assainir l'environnement physique de nos îles, plages et lagons qui ont subi des dégradations majeures.
- La mise en place et l'application des mesures concrètes dans l'optique de réduire la congestion et la pollution routière.
- Construction des drains efficaces pour pallier les effets du changement climatique.
- Construction à l'échelle nationale des parcs de loisirs familiaux qui disposeront des infrastructures récréatives telles que des gymnases externes, des jardins d'enfants et des pistes de jogging.
- Nous déclarerons la guerre contre la pollution en recyclant plus que ce que nous produisons et en interdisant les plastiques à usage unique.



## 3.0 NOUVEAU MODELE DÉMOCRATIQUE

### 3.1 Moderniser le régime constitutionnel

#### Le Constat

La Constitution qui nous a été légué depuis l'indépendance a dans l'ensemble bien servi durant ces 50 dernières années. Mais nous avons maintenant l'expérience des manquements, des dérives possibles et de l'absence de dispositions qui répondent mieux aux aspirations de nos concitoyens au 21ème siècle.

Aux termes de notre Constitution, l'Attorney General est le principal conseiller juridique du gouvernement. Cette fonction a été dévalorisée et décrédibilisée ces cinq dernières années par ceux qui ont occupé ce poste en raison de leur action foncièrement partisane.

#### Nos objectifs prioritaires

- Moderniser notre régime constitutionnel et consolider la démocratie.
- Moderniser et renforcer nos libertés.
- Renforcer l'indépendance de l'Attorney General.

#### Nos Engagements

- Nous lancerons une Consultation Nationale pour rechercher l'avis de toutes les composantes de notre société pour apporter les amendements nécessaires à notre Constitution, notamment sur :
- La facilitation du recours à la justice.
- La prévention des abus des pouvoirs publics.
- Le renforcement du rôle des parlementaires, surtout concernant les dépenses publiques.
- L'adoption d'un système électoral qui assure une meilleure représentation de la population et reflète de façon plus équitable les voix obtenues par chaque parti.
- La protection de l'indépendance de nos institutions.
- Nous nous engageons à moderniser et consolider les droits de nos concitoyens en élargissant les droits fondamentaux protégés par la Constitution. Des nouveaux droits liés aux progrès technologiques, aux nouvelles normes de gouvernance, à la santé et à un environnement sain, seront proposés en consultation avec la population.
- Nous protégerons nos citoyens contre les dérives totalitaires.

***" Nous établirons un cadre légal strict pour le projet de Safe City. Un audit indépendant par un organisme de vérification reconnu s'assurera du respect de la vie privée et de la protection des données".***

- Ceci comprendra, entre autres une loi sévère contre l'espionnage de la vie privée par le biais des écoutes téléphoniques et la capture d'images. Le contrôle se fera par un audit indépendant, par un organisme de contrôle qui devra rendre des comptes à l'Assemblée Nationale.
- Nous apporterons les amendements nécessaires à l'Information and Telecommunication Authority Act pour éliminer les dispositions liberticides. Nous rendrons plus libre la circulation des idées sur les réseaux sociaux.
- Afin de s'assurer que l'Attorney General soit effectivement en mesure de jouer pleinement et de façon indépendante son rôle constitutionnel, nous nommerons à ce poste un juriste compétent ayant une vingtaine d'années d'expérience et qui saura agir d'une façon non-partisane et indépendante. Nous donnerons de nouveau à ce poste le respect et la confiance qu'il mérite de la population.
- Nous adopterons un Freedom of Information Act pour faciliter l'accès des citoyens aux informations d'organismes publics.
- Nous prenons l'engagement d'apporter une réforme en profondeur de la MBCTv afin de lui donner les outils et l'encadrement nécessaires pour devenir une télévision de qualité répondant aux normes démocratiques internationales, jouant ainsi son rôle dans la construction d'un pays moderne et éviter que la MBC ne joue le rôle infect qu'elle a joué sous le régime sortant.
- Nous favoriserons la création de chaînes privées de télévision.

## 3.2 Les institutions

### Le Constat

Le pays a connu ces dernières années un déclin de plusieurs de nos institutions et les pires cas de népotisme de son histoire. Le gouvernement sortant a accaparé l'Etat au profit de son clan. Jamais autant de membres d'une même famille n'ont contrôlé autant d'institutions.

### Nos Objectifs prioritaires

- Renforcer l'indépendance et l'efficacité de nos institutions.
- Faciliter davantage l'accès à la justice.
- Promouvoir l'efficacité des services publics et la qualité des services offerts aux citoyens.
- Adopter un cadre légal pour que le pourcentage de femmes sur les Conseils d'Administration (publique et privé) progresse à 50 % d'ici 2025.
- Revoir la composition des boards et autres organes administratifs de toutes nos institutions pour s'assurer qu'il n'y ait pas de 'regulatory state capture' et éliminer les 'vested interests' et autres conflits d'intérêt.

### Nos Engagements

- L'objectif de toutes nos institutions, quelle que soit leur mission, sera le bien-être de tous les Mauriciens et non l'avancement des intérêts de certains privilégiés.
- Nous renforcerons les pouvoirs du 'Public Bodies Appeal Tribunal' et de l'Equal Opportunities Commission' (EOC) afin qu'ils soient plus efficaces dans la promotion de la méritocratie et la poursuite de leur mission.
- Nous proposerons en consultation avec la population de moderniser et d'élargir les pouvoirs de l'Ombudsman afin que cette instance puisse effectivement contribuer à l'efficacité des services publics et promouvoir la qualité des services offerts aux Mauriciens.
- Afin de renforcer les mécanismes pour la protection des droits des citoyens dans leurs interactions avec les organismes publics, nous proposerons le regroupement des instances tels que le Commissaire pour petit porteurs (small borrowers) et l'Ombudsperson for Financial Services au sein du bureau de l'Ombudsman établi sous la Constitution.
- Les CEO des institutions où le gouvernement est actionnaire majoritaire seront sélectionnés par un comité parlementaire à la suite d'entretiens diffusés en direct sur la chaîne parlementaire comme à l'étranger.

## 3.3 Système judiciaire

### — Le Constat

Le règlement des différends et l'accès à la justice demeurent, pour beaucoup de Mauriciens, difficile en raison des coûts, des délais et d'obstacles de procédure qui parfois causent préjudice à toute une génération.

### — Nos Objectifs prioritaires

- Démocratiser l'accès à la justice.
- Réduire les délais.
- Alléger la charge de travail des tribunaux en proposant d'autres modes de règlement de différends

### — Nos Engagements

- Nous nous engageons à doubler le nombre de séances dans nos tribunaux en introduisant un shift système au niveau de la magistrature afin de rendre une justice plus rapide.
- Nous introduirons d'autres modes des 'Alternative Dispute Settlement' pour résoudre plus facilement et plus rapidement les litiges.
- Nous changerons les conditions permettant aux mauriciens d'obtenir le 'Legal Aid' afin qu'un plus grand nombre de nos citoyens puisse obtenir l'assistance nécessaire pour accéder à la justice.
- Nous proposerons l'adoption des 'Guidelines on Sentencing' afin d'harmoniser les pratiques relatives aux déterminations des peines pour les infractions pénales.
- Nous prendrons les dispositions nécessaires afin de renouer avec la pratique inaugurée sous notre gouvernement pour que le Privy Council siège à Maurice pour réduire les coûts et faciliter le recours à cette instance.
- Nous établirons un 'Land Court' qui statuera sur les réclamations des propriétaires dépossédés de leurs terres, pour donner suite aux recommandations de la Commission 'Justice et Vérite' que nous avons mis en place en 2009.
- Nous relancerons des consultations avec tous les stakeholders pour la mise en œuvre des recommandations, réactualisées si nécessaire, de la Commission Mc Kay.

## 3.4 Intégrité, transparence et accountability

### Le Constat

Le recul au niveau de la bonne gouvernance ces dernières années affecte l'image de marque de notre pays, entame la confiance des investisseurs et réduit l'espace démocratique de nos citoyens.

### Nos Objectifs prioritaires

- Nous nous attèlerons dès notre entrée en fonction à rétablir les normes de bonne gouvernance, de transparence et d'accountability, afin de redonner confiance à nos citoyens, aux investisseurs, nous permettant ainsi de retrouver l'image et la réputation de notre pays en tant que démocratie.

### Nos Engagements

- Nous nommerons un Ethics Commissionner qui sera chargé de veiller à la promotion de la transparence et le respect des règles d'éthiques dans la vie publique et faire des recommandations pour le perfectionnement des mécanismes de contrôle.
- Nous prendrons les mesures qui s'imposent pour assurer l'indépendance des institutions afin de promouvoir la transparence et la méritocratie, de combattre la corruption, la fraude et le népotisme ainsi que le trafic de drogue et l'insécurité.
- Nous adopterons un Economic Offenders Act afin que ceux qui ont agi de façon irresponsable et ont dilapidé les fonds publics ou dépouillé les investisseurs dédommagent les victimes.



## 3.5 Une démocratie participative

### — Le Constat

La philosophie ayant guidé l'action du gouvernement sortant était " WE are the Government. WE decide "

### — Nos Objectifs prioritaires

- Nous prenons l'engagement de renforcer à tous les niveaux la participation des citoyens au processus de prise de décision.
- Promouvoir le Grassroots democracy.
- Redéfinir le rôle des parlementaires.

### — Nos Engagements

- Nous mettrons en place les structures nécessaires pour que toutes les composantes de la population puissent participer activement à la vie publique.
- Nous lancerons un 'ePetition' App qui permettra à tous les citoyens de s'exprimer.
- Nous réviserons les procédures et les pratiques parlementaires afin d'assurer une plus grande participation effective des parlementaires dans le processus de prise de décisions.
- Nous adopterons une loi anti-transfuges afin de consolider notre démocratie.
- Nous veillerons à ce que le Speaker de l'Assemblée Nationale soit une personnalité indépendante n'ayant pas été candidat aux élections précédant la mandature.
- Nous encouragerons la démocratie participative avec le concours des citoyens, des forces vives et des ONG pour participer à la réflexion sur les solutions aux grands problèmes de société, tels que la violence à l'égard des femmes et des enfants, l'hygiène et la santé, la lutte contre le trafic de drogue et l'insécurité routière.

## 3.6 Intégrité territoriale

Le développement et la croissance concernent l'ensemble du territoire mauricien.

Rodrigues, Les Chagos, Agaléga, St Brandon et les îles éparses font partie intégrante de notre territoire et tout projet de développement doit inclure Maurice et tous les autres composants de notre territoire.

Notre gouvernement poursuivra l'effort entrepris depuis 2010 pour saisir les instances internationales sur le litige qui nous oppose à la Grande Bretagne sur l'occupation illégale d'une partie de notre territoire. Nous poursuivrons une action diplomatique dans le respect de l'avis consultatif de la Cour Internationale de Justice afin que nous puissions retrouver notre souveraineté sur les Chagos.



## 4.0 UN NOUVEL AVENIR

### 4.1 Les jeunes

#### Le Constat

Les jeunes ont été négligés par le gouvernement sortant alors que le climat social se dégradait, que les perspectives d'avenir devenaient plus sombres et que les avancées technologiques mettaient le monde en mode « Disruption ».

Le chômage parmi les jeunes a atteint une proportion alarmante et dépasse les 25%.

Nous sommes en état d'urgence économique en ce qu'il s'agit des perspectives pour les jeunes.

#### Nos objectifs prioritaires

- Être à l'écoute des jeunes
- Assurer des chances égales à tous les niveaux
- Initier des programmes d'action pour l'emploi et l'entrepreneuriat pour les jeunes.

#### Nos Engagements

- Proposer un 'Adapt and Grow Initiative' et un 'Adapt and Train Initiative' inspirées du modèle singapourien. Ces projets reposent sur trois axes et donnera à chaque jeune ayant terminé ses études la possibilité de :
  - poursuivre une formation supérieure,
  - trouver un emploi,
  - démarrer sa propre entreprise.
- La formation sera la priorité des priorités du gouvernement et constituera un vaste chantier pour adapter la nouvelle génération aux opportunités de la nouvelle économie.
- Nous donnerons une chance égale à tous les jeunes tant sur le plan de l'accès à l'éducation ainsi qu'à l'accès au marché de l'emploi.
- Nous accompagnerons les jeunes dans leur quête d'emploi à travers la mise en place des 'Job Centres'.
- Introduction d'un volet 'Youth Capital Grants Scheme' dans le cadre de notre programme pour les start-ups.
- Notre amendement le 'Public Procurement Act' pour donner une marge de préférence aux start-ups, y compris ceux bénéficiant sous le 'Youth Capital Grants Scheme'.
- Nous introduirons un schéma soutenu par l'État pour faciliter les stages en entreprise pour les étudiants.
- Nous mettrons en place des plateformes électroniques pour permettre aux jeunes de se faire entendre et de participer au débat national sur des enjeux qui les préoccupent.

## 4.2 Consolider l'Unité Nationale

### — Le Constat

La richesse humaine de notre pays, de notre nation, repose grandement sur sa diversité. Nous avons toujours œuvré pour que cette diversité soit la force de notre destin commun

– Enn pays, Enn nation, Enn destin.

Par contre, force est de constater que le gouvernement sortant, non seulement n'a pas su consolider l'unité nationale, mais a porté atteinte à cette unité en proférant publiquement des insultes et des propos blessants contre certaines communautés. Plus que jamais, il nous faut rétablir le sentiment de l'appartenance à la Nation. Il nous faut aussi préparer notre jeunesse aux défis que sont la construction d'une nation unie.

### — Nos Objectifs Prioritaires

- Faire grandir le sens d'appartenance à la nation mauricienne.
- Faire émerger une citoyenneté fière et responsable dans la construction de notre destin commun.
- Conscientiser les jeunes sur leurs droits et devoirs en faveur d'une citoyenneté forte et dynamique.
- Renforcer le lien social en faveur de l'intérêt national.

### — Nos Engagements

- Relancer le programme pilote du vivre ensemble - le Service Civique National (NICE) qui sera financé à partir des fonds du CSR.
- Construire un dispositif de Service Civique National afin d'ouvrir la possibilité à nos jeunes de tous horizons, de développer ou d'acquérir de nouvelles compétences en plusieurs matières telles que : droits et Constitution, finances, économie, entrepreneuriat, environnement, sport, culture, santé, intervention de premier secours et autres.
- Constituer un Conseil de Sages composé de nos retraités qui se porteraient volontaires, afin de proposer un accompagnement à un projet d'avenir aux jeunes.

## 4.3 Éducation

### Objectifs

- Revoir notre système d'éducation et le cursus scolaire afin de promouvoir l'épanouissement de l'enfant et sa formation pour la vie. L'accès à des écoles primaires et secondaires a été pendant longtemps la préoccupation des parents. Il faut également que l'enseignement dispensé dans ces écoles soit constamment revu et modernisé.
- Notre ambition est d'introduire dans les programmes d'études à tous les niveaux des cours portant sur la nouvelle économie et de la profonde mutation de nos sociétés. Pour ce faire, nous consulterons les enseignants, les parents et les spécialistes et proposerons ensuite le changement le plus profond que nous avons connu en matière de cursus scolaire.

Il nous faut valoriser nos enseignants et reconnaître le rôle fondamental qu'ils jouent dans la construction d'une Île Maurice moderne.

Afin d'atteindre ces objectifs, nous organiserons un programme massif d'enhancement pour nos éducateurs, qui leur donnera l'occasion de parfaire leur formation et de booster leur carrière tout en leur permettant de mieux contribuer à la mise en œuvre d'un nouveau projet éducatif ambitieux.

- Notre ambition est de faire de Maurice le e-Education hub pour la région.
- Nous mettrons des manuels scolaires à la disposition des élèves, selon des critères à établir. Ces élèves pourront également acquérir des uniformes à travers un 'Uniforms Grant Scheme' géré par l'administration de l'école.
- Revoir le cursus scolaire afin de promouvoir l'épanouissement de l'enfant et sa formation pour la vie.
- Introduire dans les programmes d'études à tous les niveaux des cours portant sur la nouvelle économie.
- Nous organiserons des assises de l'éducation périodiquement en vue de proposer une consolidation ambitieuse des deux parcours scolaires (academic & vocational) en s'inspirant de modèles ayant fait leurs preuves à l'étranger.

- Le parcours 'vocational' sera rehaussé dans le cadre d'un projet innovant d'Alternative Education and Skilling.
- Afin de donner leurs chances à un plus grand nombre de jeunes pour compléter leurs études secondaires, nous donnerons à ceux qui ont obtenu au moins trois "Credits" au niveau de la SC la possibilité d'être admis en HSC.
- Remettre la bibliothèque au centre des écoles afin d'encourager la lecture.
- Enseignement de la musique dans les écoles et pratique d'un instrument dans le cadre scolaire.

### **Au niveau tertiaire**

- L'Université de Maurice sera invitée à travailler de concert avec le Gouvernement, la TEC et la Commission Nationale de l'Éducation sur un plan de rehaussement de niveau international, avec comme objectif, de figurer en cinq ans parmi les vingt premières destinations africaines d'études tertiaires.
- Les autres universités publiques et l'UOM seront appelées à mettre en commun leurs ressources et travailler plus étroitement tout en conservant leur autonomie et leur spécialisation respectives.
- Nous proposerons un programme éducatif de parrainage: un prêt à taux préférentiel sera accordé aux étudiants du secteur tertiaire. Ce prêt sera remboursable après que le bénéficiaire aura pris de l'emploi.



## 5.0 UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ

### Le Constat

Les développements que nous connaissons dans divers domaines tels que l'économie et la technologie et leurs conséquences sur l'évolution de notre société n'ont pas été suffisamment pris en compte ces dernières années.

La violence contre les femmes s'est répandue au cours des dernières années.

Le traitement inégal entre hommes et femmes persiste.

### 5.1 Les Femmes

- Assurer la sécurité et l'empowerment des femmes.
- Protéger les femmes contre la violence domestique et les abus.
- Assurer la parité entre hommes et femmes dans le monde du travail.
- Promouvoir la représentation des femmes au plus haut niveau dans les secteurs public et privé.

### Nos Engagements

- La représentation féminine au sein de différentes instances privées et publiques sera rehaussée à travers un Plan d'action élaboré avec la participation de forces vives et de la population dans son ensemble.
- Légiférer pour avoir une meilleure représentation des femmes sur les Boards des organismes publics et privés d'une certaine taille.
- Soutenir les femmes entrepreneures à travers des formations et la mise sur pied des PME selon un Master Plan national élaboré en consultation avec tous les stakeholders.
- Afin de créer plus d'opportunités pour les femmes, au moins 10% de contrats publics seront accordés en priorité à des entreprises qui emploient au moins 50 % de femmes au sein de leur personnel.
- Des mesures pour des femmes au foyer qui représentent un capital humain important pour l'économie mauricienne et donner la reconnaissance due à cette contribution.
- Faciliter l'accès des femmes aux prêts bancaires pour la création d'entreprises et l'écoulement de produits d'entreprises créés par les femmes.
- Nous prendrons des mesures drastiques contre les menaces et les violences conjugales et nous nommerons un Domestic Violence Commissioner





- Afin de faciliter la tâche des mamans qui souhaitent reprendre le travail nous proposerons:
  - L'introduction de législations relatives au flexi-time et de Work from Home Schemes
  - Des abattements fiscaux seront accordés aux femmes qui travaillent et qui confient la garde de leurs enfants à des crèches agréées.
- Nous mettrons en place des centres hospitaliers consacrés aux femmes.
- Nous établirons un Domestic Violence and Abuse Commissioner et un Rapid Response Unit pour intervenir dans les plus brefs délais en cas de violence domestique.
- Nous veillerons à la nomination de femmes au sein de l'effectif des stations de police et à la création de cellules spécialisées au sein de la force policière pour traiter des questions concernant la violence domestique
- Nous mettrons en place des équipes chargées du suivi médical et psychologique pour les victimes de violence domestique de même que leurs enfants.
- Nous prendrons des mesures pour assurer la sécurité des femmes dans les transports publics.
- Nous proposerons la création de tribunaux pour fast track les cas de violence domestique et d'abus sexuels.

## 5.2 Les aînés

### Le Constat

Les progrès de la science et de la médecine permettent aujourd'hui l'allongement de la durée de vie. La population âgée augmente en valeur absolue, en pourcentage de la population totale. Des mesures d'accompagnement sont indispensables pour que nos seniors puissent mieux vivre et avoir accès à des facilités de loisirs, des services de santé et de moyens financiers.

### Nos Objectifs prioritaires

- Assurer un environnement sécurisé pour les personnes âgées.
- Revoir l'allocation d'aide-soignant pour la rendre plus souple et plus pratique.
- Encourager l'adoption de technologies et d'aides pour le bien-être et les soins des personnes âgées afin de leur permettre de vivre chez elles de manière autonome le plus longtemps possible.

### Nos Engagements

- Accorder aux personnes âgées une pension de Rs 10,000 à partir de décembre 2019. Les coûts additionnels seront financés par l'apport de nouveaux secteurs de l'économie et par la croissance ainsi générée. Un Master Plan pour l'ensemble des pensions de retraite aussi bien dans le secteur privé que public et pour les self-employed sera adopté avec le concours de consultants locaux et étrangers.
- Nous honorerons la promesse de construire un hôpital gériatrique, qui a été abandonnée par le gouvernement sortant.
- Nous introduirons pour nos aînés le concept de PHARMACARE afin de subventionner les médicaments prescrits sur ordonnance.
- Nous proposerons la création de 2 nouveaux centres récréatifs pour les seniors.
- Mise en place d'une stratégie pour aider nos aînés à être plus branchés aux nouvelles technologies
- Nous proposerons un Schème qui permettra de mettre à contribution l'expérience et l'énergie de nos seniors dans le soutien à l'entrepreneuriat et dans le travail social
- Un système de GPS sera mis en place afin de permettre aux personnes âgées de se déplacer sans risque, les proches pouvant toujours retracer leurs mouvements.
- Les banques et institutions financières seront encouragées à offrir plus de facilités aux personnes âgées.
- Des nouvelles déductions fiscales seront accordées aux enfants qui décident de prendre en charge leurs parents à domicile.
- Nous proposerons un programme qui facilitera les voyages et séjours des seniors sur l'ensemble du territoire mauricien, y compris nos îles éparses.

## 5.3 Solidarité nationale

La société mauricienne s'enrichit de la contribution de toutes les composantes de la nation et de l'expression de solidarité envers les personnes autrement capables.

Nous proposerons un Plan d'Action national en ligne avec les objectifs des Sustainable Development Goals adoptés par les Nations-Unies, concernant les droits et la dignité des personnes autrement capables.

Nous veillerons à l'application de la loi qui garantit les droits de personnes autrement capables et qui prévoit la formation et le recrutement de ces personnes dans les secteurs public et privé ainsi que la non-discrimination.

En vue d'assurer une plus grande équité dans l'allocation de soutien aux personnes autrement capables, les attributions du Medical Board seront revues en ligne avec les normes internationales.

Des incitations fiscales seront accordées afin d'encourager l'amélioration de l'infrastructure permettant une plus grande accessibilité aux personnes autrement capables.

## 5.4 La famille

### — Nos Engagements

- La famille demeure le pilier de la société et mérite d'être soutenue par l'Etat.
- Nous accorderons un Baby Bond aux couples ayant un revenu mensuel de moins de Rs 50,000. L'Etat versera une somme fixe sur le compte de chaque bébé éligible jusqu'à ses 18 ans.
- Nous proposerons la mise en place de centres spécialisés pour conseiller les familles afin d'améliorer le lifestyle, les habitudes alimentaires, l'organisation de loisirs et accorderons un soutien psychologique aux familles.

## 5.5 Animal Welfare

### — Le Constat

Une société moderne se doit d'accorder un meilleur traitement au monde animal.

Nous soutiendrons la construction d'un hôpital privé 24/24 pour animaux digne d'une société moderne avec l'appui des spécialistes internationaux

Nous réviserons également la législation concernant les animaux et le traitement accordé aux animaux. La maltraitance animale sera sévèrement sanctionnée.

Nous mettrons un frein immédiat à la politique Catch and Kill de la MSAW.

Nous encouragerons, à travers le CSR, la construction de refuges pour chiens errants et chiens abandonnés.

Nous mettrons en place une campagne massive de stérilisation pour endiguer rapidement et durablement la surpopulation de chiens errants.









## 6.0 VIVRE MIEUX

### 6.1 Santé

#### Le Constat

Notre pays a la chance d'avoir été construit depuis plus d'une cinquantaine d'années sur le modèle d'un Welfare State qui offre un service de santé accessible à tous. Toutefois, le service public de la santé doit être ré-évalué et des changements apportés afin qu'il soit plus performant et réponde mieux aux aspirations de la population.

#### Nos Engagements

- Construction d'un hôpital gériatrique.
- Construction d'un hôpital pédiatrique.
- Construction d'un hôpital gynécologique et obstétrique.
- Mesures urgentes à tous les niveaux pour prévenir le cancer. Construire un hôpital spécialisé pour le cancer doté de moyens adéquats pour le traitement des cancéreux notamment avec l'aide des meilleurs spécialistes internationaux.
- Assurer un service préventif dès l'âge de 50 ans afin de détecter les cancers (gastroscopie et coloscopie tous les 3 ans).
- Assurer un service pour les femmes dès l'âge de 25 ans afin de détecter les cancers du cervix et dès l'âge de 50 ans pour le cancer du sein – tests cervicales et mammographies réguliers.
- En raison des sérieux problèmes causés par le diabète à Maurice, nous relancerons les programmes de détection et de traitement avec des experts internationaux et des visiting professors. Nous prendrons ensuite toutes les mesures qui s'imposent.
- Nous proposerons la création d'un Medical Services Commission qui sera chargé du recrutement et des promotions dans le service médical, vu les spécificités de ce secteur, comme c'est le cas pour la Judicial and Legal Services Commission.
- Les conditions de travail des médecins seront améliorées et le shift system de 33 heures sera ré-introduit.
- Nous proposerons un programme qui permettra à l'ensemble du personnel hospitalier de recevoir une formation continue afin d'être au meilleur niveau en ce qui concerne les best practices au niveau mondial.





- Nous prendrons les mesures nécessaires pour qu'un certain nombre de nos hôpitaux soient convertis en des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU ou Univeristy Hospitals) afin d'assurer une meilleure formation de nos médecins.
- En raison du lien entre le diabète et les maladies cardiaques, nous solliciterons à nouveau l'aide des instituts internationaux pour une collaboration sur les programmes de recherches et des conférences.
- Afin de promouvoir la formation continue des médecins et du personnel paramédical, tous les hôpitaux seront pourvus de centres de documentation médicale.
- Selon l'avancée de leur carrière, nous nous assurerons que les infirmiers, les carers et les attendants soient promus dans des délais raisonnables.
- Afin de soulager la souffrance des malades, nous proposerons un amendement à la loi pour permettre l'utilisation de médicaments dérivés du cannabidiol sous strict contrôle medical et dans des conditions agréées par un board de médecins.

## 6.2 Law and Order

### Le Constat

- Le 'Law and Order' est un sujet prioritaire pour l'Alliance Nationale.
- Les Mauriciens sont inquiets face à la recrudescence des crimes, des cas de banditisme et des vols.
- Le trafic de drogue à Maurice a atteint un seuil intolérable.
- La drogue synthétique fait des ravages dans les villes comme dans les villages. D'autre part, la frustration est à son comble au sein de la police.
- L'image du Central CID est sévèrement écornée en raison des ingérences politiques.

### Nos Objectifs prioritaires

- Rétablir la confiance de la population en la force policière.
- Donner à la force policière les ressources et les outils nécessaires pour mener à bien sa tâche d'assurer la sécurité de tous les citoyens 24/24.
- Libérer la force policière de l'ingérence politique.

### Nos Engagements

- Assurer que tout système de surveillance ne soit pas utilisé en violation de la loi et respecte les droits des citoyens et leur vie privée. Nous mettrons en place un mécanisme de contrôle pour éviter tout abus.
- Assurer la sécurité de la population à travers une force policière plus motivée, en:
  - Instaurant la méritocratie au sein de la force policière.
  - S'assurant que les exercices de promotion se fassent de façon régulière et que les policiers aient un véritable plan de carrière au sein de l'institution. Un constable aura droit à une promotion au grade de sergent après 10 ans de service.
- L'exercice des promotions au sein de la police devra être plus transparent et aucun policier méritant ne doit être lésé. Les amendements nécessaires seront apportés aux règlements de la Disciplined Forces Service Commission.
- Mettre fin à la pratique des transferts punitifs.
- Procéder à la révision de l'organisation du travail des policiers et notamment de leur shift system afin que les policiers aient une vie familiale et jouissent d'un meilleur équilibre entre travail et vie personnelle.



- Prévoir des facilités de transport pour le retour des policiers après le travail - Nous accorderons des facilités duty free pour l'achat d'une première voiture jusqu'à 1300 cc.
- Faciliter, auprès de la SICOM, la souscription à une police d'assurance, qui pourrait être utilisée comme garantie dans le cadre d'un emprunt.
- Limiter au strict minimum le nombre de policiers affectés comme sentinelles auprès des résidences des ministres, du Président et du Vice-Président.
- Continuer à investir dans la formation continue des policiers.
- Mettre en vigueur la Cash Performance Bonus pour les policiers comme proposé par le PRB avec un effet rétroactif de 2 ans.
- Remplacer le CCID par une Special Investigation Team qui se chargera des grandes enquêtes et enquêtera sur les affaires complexes.
- Constituer une unité spéciale pour enquêter sur les crimes à col blanc.
- Équiper de caméras les policiers affectés à la Traffic Branch afin d'éviter des procès inutiles.
- Aider les policiers en difficulté en affectant des psychologues à la Medical Unit.
- Adopter le Police and Criminal Evidence Act (PACE) pour mettre fin aux provisional charges et aussi pour la transparence dans les interrogatoires des suspects.
- Nous abolirons les certificats de moralité dans sa forme actuelle pour le remplacer par un document révisé qui s'appliquera uniquement aux crimes graves.

## — **Combattre la drogue**

- Révision du cadre légal concernant les drogues en conformité avec les normes mondiales.
- Nous renforcerons les mesures contre la drogue synthétique et les drogues dures avec un nouveau cadre de loi.
- Les bagages de tous les passagers, y compris ceux des VVIP, devront passer par le scanner.
- Nous nommerons un officier chevronné et intègre ayant fait ses preuves pour superviser la lutte contre la drogue et la cohésion au niveau national de toutes les politiques concernant la drogue dans le pays.

## 6.3 L'eau pour tous

### Le Constat

Pendant les 5 dernières années, le secteur de l'eau a été laissé à l'abandon malgré les promesses d'une distribution 24/7.

Aucun réservoir de captage n'a été mis en chantier et la maintenance du réseau a été laissée à l'abandon. Le résultat est qu'aujourd'hui nous sommes sujets à des interruptions fréquentes donnant même lieu quelquefois à des émeutes. 50% de l'eau circulant dans les réseaux de la CWA sont aujourd'hui perdus.

### Nos Objectifs prioritaires

- Mettre en place une politique de "Safety Water Supply".
- Constituer une réserve stratégique.
- Moderniser le cadre institutionnel pour la gestion et la distribution de l'eau.

### Nos Engagements

- Nous mettrons en place une politique de "Safety Water Supply" garantissant une fourniture d'eau régulière et de bonne qualité tout en prenant en considération le changement climatique.
- Nous constituerons une réserve stratégique afin de faire face à des périodes de sécheresse prolongées avec le changement climatique. Nous allons construire Le Rivière des Anguilles Dam, projet qui avait été mis au frigo par l'alliance LEPEP en 2015 et Le Chamarel Dam.
- Nous mettrons un terme au pompage direct de l'eau des rivières sujettes à une filtration primaire dans le réseau en construisant des filtres modernes à Plaines des Papayes, Rouillard, Goodlands, Unité et Balisson.
- Nous renouvellerons des tuyaux vétustes du réseau de la CWA afin de diminuer les fuites et la pollution de l'eau.
- Nous mettrons en place une Leak Detection Unit adéquatement formée et équipée pour ramener les pertes d'eau du réseau à 25%.
- Nous établirons une zone de protection autour de nos réservoirs de captage tels que Mare aux Vacoas et Piton du Milieu en interdisant l'usage des produits chimiques à des fins agricoles ou autres dans un rayon de 2 km autour de ces réservoirs.
- Nous moderniserons la CWA avec l'accent sur la formation et l'utilisation des outils de pointe pour la gestion et la maintenance du réseau de distribution d'eau.

## 6.4 Transport et sécurité routière

### — Le Constat

Le métro, tel que mis en place, a été mal conçu et des graves problèmes en résulteront :

Un gouffre financier a été créé. La recette des passagers n'étant pas suffisante, le gouvernement y ajoute des subventions, notamment par rapport au feeder buses. Une douzaine des intersections où le métro traversera les routes pose un grave problème de sécurité aux automobilistes et piétons.

L'entrée en opération du métro occasionnera des pertes d'emplois dans le secteur autobus.

Le pays fait face à un grave problème de sécurité routière avec plus de 4000 blessés et 150 morts par an dans des accidents de route.

Le transport dans les régions rurales a été délaissé.

Plusieurs routes demandent à être refaites et certaines ne sont pas aux normes de sécurité optimales.

Le E-gouvernance n'est pas efficace au niveau des démarches liées au transport et licences au National Land Transport Authority et a la Police.

### — Nos Objectifs prioritaires

- S'atteler à assurer la viabilité financière du métro.
- Améliorer le système de transport public dans les régions rurales au même titre que les régions urbaines.
- Revoir l'état des routes et y apporter des solutions spécifiques.
- Revoir le système des démarches administratives concernant les licences automobiles et mobylettes ainsi qu'à l'achat et la vente des véhicules

### — Nos Engagements

- Prendre des mesures pour réduire les dangers et améliorer la sécurité aux intersections métro-route.
- S'atteler à résoudre le sérieux problème de déficit financier du métro afin d'éviter qu'il ne devienne pas un 'éléphant blanc'.
- Encourager l'introduction des Park & Rides afin d'agir en tant que feeders pour le métro.
- Introduire un programme de plantation d'arbres en région urbaine afin de compenser l'abattage des arbres lié à la construction du métro.

## 6.4 Transport et sécurité routière

### Nos Engagements

- Intégrer les taxis et autres services dans le système des feeders au métro.
- Encourager les municipalités à convertir certaines routes d'accès au métro en routes piétonnières (avec aspect sécurité et verdure)
- Encourager un système de transfert graduel vers des moyens de transport électriques.
- Encourager nos concitoyens à voyager par les transports publics et organiser le covoiturage.
- Revoir l'efficacité des subsides au transport par autobus.
- En vue des changements intervenus dans le secteur du transport public, nous faciliterons une révision des conditions de travail des employés de ce secteur et la mise en œuvre au plus vite des termes d'un accord collectif concernant ces travailleurs.
- Revoir le système de pénalisations liés à la conduite en état d'ivresse.
- Revoir les implications des introductions des moyens de transport plus innovants dans le pays.
- Revoir le système d'accès au central business districts des villes dans le contexte de l'intégration du transport et le renouveau urbain.
- Refaire les routes en piteux état et revoir l'aspect sécurité des routes.
- Rendre plus efficace à travers l'e-gouvernance le système lié à la licence du transport au département de la Police.
- Rendre plus fluide et moins onéreux le système d'achat et vente des véhicules à la National Land Transport Authority.
- Réorientation des caméras fixes et arrêt immédiat des radars mobiles.
- Mise à disposition des hélicoptères aux services d'urgence en cas d'accidents graves de la route.
- Modernisation des services de la NTA pour plus d'efficacité et de rapidité.
- Les droits d'enregistrement payés uniquement à l'achat d'une voiture neuve, suivi seulement d'un «transfer tax» à la revente.
- Les first-time buyers de voitures électriques et hybrides ne paieront pas de TVA à l'achat de leurs véhicules et seront exemptés de Road Tax.

- Nous mettrons en place un programme de remise permettant à tout propriétaire d'une voiture de plus de 15 ans de disposer de la voiture dans un scrap yard agréé et de recevoir un voucher qui pourra être utilisé pour l'achat d'une nouvelle voiture électrique ou hybride.
- Pour encourager les propriétaires de taxis à renouveler leurs véhicules, nous enlèverons la TVA sur l'achat de nouveaux véhicules et nous demanderons à la DBM de mettre sur pied un schéma qui accordera des prêts à faible taux d'intérêts pour l'achat de nouveaux véhicules.
- Mise en place d'un fond de pension et de protection pour les opérateurs de taxi.
- Nous encouragerons les propriétaires de bus individuels à se regrouper en coopératives qui seront traitées comme les compagnies d'autobus
- Les propriétaires de contract buses utilisés pour le transport des écoliers ou de travailleurs souhaitant renouveler leurs véhicules pourront acquérir des véhicules duty free.
- Des facilités seront également accordées aux PME pour l'acquisition des véhicules commerciaux chaque 5 ans.



## 6.5 Secteur public

### Le Constat

Le secteur public a joué un rôle moteur important dans le développement du pays depuis l'indépendance. La fonction publique et les corps para-étatiques comptent dans ses rangs de grandes compétences qui se sont mises au service du pays.

Le secteur public a été ébranlé ces dernières années par une politisation à outrance.

Des fonctionnaires qui ont fait honnêtement leur travail ont été des victimes collatérales de la vendetta politique du régime.

### Nos Engagements

**Nous nous engageons à donner au secteur public la place et la reconnaissance qu'il mérite :**

- Nous prendrons les mesures nécessaires pour que le rapport du PRB soit publié tous les trois ans comme c'était le cas précédemment.
- Nous demanderons au PRB
  - (i) de tenir compte de la disparité créée dans les grilles de salaires de différentes catégories de fonctionnaires après l'entrée en vigueur du salaire minimum et
  - (ii) de revoir la durée des salary scales afin que des fonctionnaires ne soient pas indument pénalisés.
- Nous avons œuvré pour la mise en place d'un Civil Service College et nous donnerons une nouvelle impulsion à cette institution car la formation continue des fonctionnaires est une priorité pour le pays.
- Afin d'assurer la formation de nos cadres dans les meilleures institutions internationales nous mettrons en place un Public Sector Excellence Scheme selon les principes de la transparence et de méritocratie qui permettra à nos fonctionnaires et employés de corps para-étatiques de suivre des formations de haut niveau dans ces institutions et de travailler ensuite pour le pays.
- Nous nous engageons à introduire les critères de recrutement et de promotion dans le secteur public qui auront force de loi et qui vont assurer la transparence et la méritocratie dans ce secteur.

## 6.6 Logement

### — Le Constat

Les Mauriciens font toujours face à des difficultés en ce qui concerne le logement au niveau des coûts, des prêts et de la disponibilité des logements sociaux.

### — Nos Engagements

- Dynamiser la construction de logements sociaux afin que l'objectif d'un toit pour chaque famille soit atteint au cours du prochain mandat.
- Donner aux locataires des maisons NHDC les moyens de devenir propriétaires de ces maisons.
- Revoir le taux de pénalité imposable sur les intérêts non payés.

Accorder une subvention aux ONG qui construisent des logements sociaux pour être loués aux familles vulnérables.

- Nous exempterons de dépôt tous les first time buyers qui font l'acquisition d'un logement d'une valeur de moins de Rs 3 000 000.

## 6.7 Sports

### Le Constat

Le fonctionnement du ministère de la Jeunesse et des Sports ne correspond plus aux réalités de la jeunesse d'aujourd'hui et de la société au sein de laquelle ils évoluent. Une réforme profonde est devenue nécessaire afin que la politique sportive soit plus en phase avec l'évolution du sport et d'importance au développement réel d'une vraie action culturelle touchant à toutes les formes de créations.

### Nos Objectifs prioritaires

- Revoir le fonctionnement et l'utilisation des centres de jeunesse
- Mise en place, avec le ministère de l'Éducation d'une politique nationale pour lutter contre la drogue, l'obésité et la dégradation de l'environnement.
- Mise en place de programmes spécifiques pour les jeunes pendant les vacances scolaires.

### Nos Engagements

- Démocratisation des sports avec la création de facilités sportives de proximité dans les différentes régions du pays.
- Formation professionnelle ou universitaire pour les sportifs du niveau national et désirant poursuivre des études.
- Insertion professionnelle au sein des entreprises pour ceux qui se destinent à une carrière de haut niveau.
- Le fonctionnement du Mauritius Sports Council sera revu.
- Assistance aux fédérations de sports d'équipes dans le but de leur trouver des moyens financiers, des lieux d'entraînement pour mieux encadrer les clubs au niveau national.
- Création de centres de voile avec initiation pour les scolaires.
- Mise à disposition de transports adaptés pour les athlètes autrement capables pour leur entraînement.
- Création d'au moins trois Parcs de loisir (Nord, Centre et Sud) comprenant piste cyclable, piscine et installations pour enfants.



## ***" Nous créerons 1 parc sportif dans chacune des 21 circonscriptions ".***

- Notre gouvernement mettra sur pied un 'Mauritius Horse Racing Authority' comme préconisé dans le Rapport Parry. Cette nouvelle entité fera office de cadre régulateur pour les courses hippiques et prendra les mesures nécessaires pour :
  - assainir les courses et protéger le public parieur
  - redynamiser l'industrie des courses en lui donnant les moyens de croître et de contribuer davantage à l'économie mauricienne et permettre aux courses d'être de nouveau une activité à vocation sociale et familiale de qualité.
- Nous créerons 1 parc sportif dans chacune des 21 circonscriptions.

## 6.8 Culture et loisirs

### Le Constat

Une grande confusion existe sur les attributions, le rôle et le fonctionnement du ministère de la Culture. Ce ministère n'a pas accordé suffisamment de temps, de moyens et d'importance au développement réel d'une vraie action culturelle touchant à toutes les formes de créations.

### Nos Objectifs prioritaires

- Restructuration du ministère de la Culture afin d'améliorer la portée de son action et revoir les attributions du ministère des Arts et de la Culture.
- Reconnaître le statut de l'industrie musicale.
- Assurer une meilleure gestion nationale des théâtres.
- Créer une National Art Gallery (dont le projet était arrivé à terme en décembre 2014) qui deviendra le haut-lieu de notre mémoire. Un lieu où tous les Mauriciens et étrangers pourront voir les oeuvres des artistes mauriciens.
- Créer un National Art Council qui sera géré par les artistes eux-mêmes.

### Nos Engagements

- L'organisation du ministère de la Culture sera revue afin qu'il ait une mission mieux définie et des ressources tant humaines que matérielles pour l'accomplissement de cette mission.
- Nous réviserons la politique concernant les optional leaves à l'occasion de fêtes religieuses qui ne sont pas des jours fériés afin de faciliter la célébration de ces fêtes par les personnes concernées. Nous accorderons quatre jours de congé optionnel (Bakr' Eid, Pâques, Durga Pooja / Ganga Asnan et Varusha Pirappu)
- Nous proposerons que la MASA (Mauritius Society of Authors) devienne une association privée gérée par les artistes pour les artistes. Elle ne dépendra plus du ministère de la Culture donnant ainsi aux artistes une autonomie complète de fonctionnement et de décision.
- Création d'une cellule qui s'occupera de la mise en place et de l'organisation de grands événements culturels fédérateurs (Salons du Livre, festival de cinéma, festival de théâtre, etc).
- Revoir le taux des royalties pour les artistes locaux pour leur oeuvres diffusées à la radio et la télévision.
- Augmenter la part de la musique et de la production locale à la radio et la télévision.
- Nous proposerons une campagne pour promouvoir la lecture dans tous les groupes d'âges.
- Nous introduirons une meilleure coordination entre les bibliothèques publiques gérées par le ministère de l'Éducation et les CLAC centres (Centre de Lecture et d'Animation Culturelle) gérés par le ministère de la Culture, afin d'assurer une meilleure synergie dans l'intérêt des utilisateurs.

## ***" La MBC s'autofinancera et la redevance de Rs 150 par mois sera optionnelle "***

- Assurer une meilleure coordination dans la gestion du National Heritage Trust, le Mauritius Museums Council, l'Appravasi Ghat Trust Fund et Le Morne Heritage Trust Fund à travers un National Heritage and Museums Council.
- Mettre un frein aux pertes de documents historiques en accélérant la digitalisation avec des équipements plus performants et un personnel qualifié.
- Lancer un National Digital Library.
- Mauritius Telecom rénumèrera les artistes pour la diffusion de leurs oeuvres sur MyT.
- Enlever les taxes sur les instruments de musique.
- Création d'un one-stop-shop pour l'organisation des évènements culturels et musicaux.
- Construction d'un centre pour les concerts et d'un amphithéâtre en plein air pour la promotion des artistes locaux
- Nous allons identifier les plages qui doivent être de nouveau accessibles à tous les mauriciens et prendrons les mesures légales nécessaires pour le faire afin que ces plages ne soient plus interdites.
- La MBC s'autofinancera et la redevance de Rs 150 par mois sera optionnelle.



# 7. RELATIONS INTERNATIONALES

## Le Constat

La diplomatie classique adoptée depuis l'indépendance a fait son temps. Maurice ne s'est pas encore donnée les moyens d'une diplomatie moderne au service de ses nouveaux intérêts et des nouvelles aspirations des Mauriciens.

## Nos Objectifs Prioritaires

- Redéfinir les objectifs de la diplomatie mauricienne.
- Se donner les nouveaux moyens d'agir dans la promotion de nos intérêts et de la coopération régionale et internationale.
- Adopter un "Revitalised African Strategy" pour un partenariat proactif et dynamique dans notre engagement envers l'Afrique.

## Nos Engagements

- Une révision complète de la conduite de nos relations bilatérales et multilatérales afin de mieux servir nos objectifs nationaux dans l'esprit de la coopération régionale et internationale.
- Une nouvelle diplomatie passe par une formation différente pour nos diplomates et des moyens différents mis à la disposition de notre Foreign Service.
- Nous adopterons une attitude plus moderne et plus ambitieuse pour notre diplomatie et nous allons privilégier le développement économique et le commerce comme axes majeurs de la nouvelle diplomatie
- Une stratégie diplomatique africaine revitalisée et dynamique nous fournira un cadre d'engagement pour l'Afrique au niveau bilatéral et multilatéral et garantira pour la première fois la cohérence entre les différents volets de notre politique africaine.
- Adopter une loi innovante permettant de renforcer et d'améliorer la capacité du service diplomatique mauricien pour réaliser efficacement les objectifs de notre politique étrangère.



**L'ALLIANCE  
NATIONALE**